

**DOCUMENTS DE TRAVAIL**

**n°39**

**Mars 2001**

**CREATION ET REPARTITION DE VALEUR AJOUTEE  
DANS LE BASSIN D'EMPLOI DE DUNKERQUE DEPUIS 1982 :  
UNE ETUDE APPLIQUEE AUX SALAIRES.**

**Olivier COPPIN**

Laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation  
Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme  
21, quai de la Citadelle 59140 DUNKERQUE (France)  
**Téléphone : 03.28.23.71.47 – Fax : 03.28.23.71.10 – email : labrii@univ-littoral.fr**

# **CREATION ET REPARTITION DE VALEUR AJOUTEE DANS LE BASSIN D'EMPLOI DE DUNKERQUE DEPUIS 1982 : UNE ETUDE APPLIQUEE AUX SALAIRES.**

**Olivier COPPIN**

**Résumé** - Témoin de la dynamique économique d'une région, la valeur ajoutée est un indicateur sensible aux fluctuations de la conjoncture. Après la crise industrielle des années 1980, quelle a été l'évolution de la richesse produite sur le dunkerquois ? Quelles sont désormais les activités motrices ? Comment se situe l'agglomération dunkerquoise sur le plan régional et national ? Ce document apporte des réponses à ces questions et s'intéresse également à la manière dont une partie de la valeur ajoutée est redistribuée sous forme de salaires.

**Abstract** - Sign of the economic dynamics of a region, the added value is a noticeable indicator to the drifts of situation. After the 1980's industrial crisis, how did it evolve in the Dunkirk area ? What are the present driving activities ? What is the position of Dunkirk on the regional and national level ? This paper brings answers to these questions and also deals with the way in which a part of the added value is redistributed as wages.

## AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Cette étude a essentiellement pour objet de dresser une estimation de la "richesse" créée par les activités économiques locales et d'en apprécier les modifications qui se sont opérées au cours des années 1990. Ces deux premières parties de l'exposé mobilisent pour cela un ensemble de données nationales et régionales dont l'utilisation à l'échelle locale ne peut donner lieu à des conclusions définitives. La transposition homothétique des valeurs nationales recensées par l'INSEE au bassin d'emploi dunkerquois signifierait en effet que l'économie locale s'apparente à une reproduction en miniature de l'économie nationale. Or, chaque région possède ses propres spécificités : la valeur ajoutée par habitant ou encore par emploi est très variable d'une région à l'autre. C'est pourquoi nous avons utilisé principalement les données collectées au niveau de la région Nord/Pas-de-Calais pour constituer notre étude. Là encore, elles ne permettent pas de fixer avec certitude les niveaux de valeurs ajoutées générées par chaque secteur d'activité mais offrent néanmoins approximativement un aperçu global de la richesse produite par le système productif local.

Le troisième temps de cette étude porte sur un des éléments de redistribution de la valeur ajoutée ; en l'occurrence le salaire. A cette occasion, nous nous appuyons sur les dernières statistiques qui ont été fournies par l'INSEE en 1997 d'après la déclaration annuelle de données sociales. Là aussi, cette base statistique diffère des autres méthodes de recensement dans la mesure où elle repose non pas sur un questionnaire mais sur un formulaire administratif. Ainsi ne sont pris en compte :

- les salariés de l'agriculture et de la sylviculture (NAF 01,02);
- les agents des organismes de l'Etat titulaires ou non (n° SIRET commençant par 10 à 19 sauf 18);
- les services domestiques (division NAF 95);
- les activités extra-territoriales (division NAF 99).

En revanche sont comptabilisés les salariés des établissements publics ainsi que ceux des industries ou services agricoles. Le champ des déclarations annuelles de données sociales recouvre donc l'essentiel des secteurs privés et semi-publics ; ce qui correspond environ à 75% des emplois salariés.

## SOMMAIRE

Avertissement aux lecteurs.....	p. 2
Sommaire.....	p. 3
Introduction.....	p. 4
I) La valeur ajoutée produite par la région dunkerquoise en 1996 : estimation et analyse.....	p. 5
a) Mode de calcul et évaluation.....	p. 6
b) Décomposition sectorielle de la valeur ajoutée.....	p. 7
II) Evolution de la valeur ajoutée locale de 1982 à 1998.....	p. 8
a) Analyse quantitative au niveau local, régional et national.....	p. 9
b) Evolution de la valeur ajoutée par secteur d'activités.....	p. 10
III) Valeur ajoutée et redistribution : le poids des salaires dans le Dunkerquois en 1997.....	p. 11
a) Ventilation par secteur d'activités.....	p. 12
b) Ventilation par catégories socio-professionnelles.....	p. 13
c) Eléments de comparaison infra-régionales.....	p. 15
Conclusion.....	p. 18
Bibliographie.....	p. 19

## INTRODUCTION

Produire, échanger, répartir. Les sociétés ont toujours organisé leurs activités économiques sur la base du même *modus operandi*. Même s'il est vrai que l'échange était encore au Moyen-Age un rapport de marchandise à marchandise. Pourtant, si les modalités de transaction ont évolué, force est bien de reconnaître que les actes ont, eux, toujours suivi la même logique. Et c'est sur la base de cette triple relation que les économistes ont cherché à décrire les mécanismes qui concouraient à l'élévation du niveau de richesses produites. D'abord à l'échelle des nations, les théoriciens ont ensuite progressivement rétréci leur champ de vision géographique pour s'intéresser aux échelons infra-nationaux. La crise aidant, l'intérêt porté aux dimensions locales des processus de développement avait définitivement relégué au second plan les instruments d'analyse du keynésianisme. Le cadre de réflexion national avait vécu ; celui du local devait permettre à l'économiste de sortir de l'ornière. Mais avec quels outils, quelle méthode ?

Pour débattre des problèmes liés au déclin des régions notamment d'anciennes industries, il a souvent été évoqué le fait que les procédés de production fondés sur la spécialisation fonctionnelle de type fordiste ne permettaient plus de satisfaire les marchés et le développement des entreprises localement situées. L'évolution a ainsi conduit à ce que de nouvelles normes de production axées sur la spécialisation souple et la réactivité aux signaux de la demande s'imposent. Au-delà de la justesse de ces remarques, le fait est surtout que les bases économiques du développement des régions ne pouvaient plus être comprises à travers le mode de fonctionnement des entreprises implantées.

D'autres analyses devaient être apportées pour comprendre ce que P. Aydalot<sup>1</sup> appelait un renversement des hiérarchies spatiales. De fait, nombreux furent les économistes qui abondèrent dans le sens d'une spécificité territoriale à l'origine des mécanismes d'élévation du niveau de richesses créées et réparties. Il s'agissait à bien des égards d'une révolution de la pensée économique qui, bien qu'ayant contribué à faire progresser la recherche de ces phénomènes économiques isolés, pose cependant aujourd'hui des difficultés d'évaluation quantitative. La qualité de la main d'œuvre, des infrastructures, le niveau de la recherche&développement sont autant de facteurs qui participent de manière indéniable au processus d'enrichissement des facteurs de production. Seulement, ceux-ci n'offrent guère de commodité lorsqu'il s'agit d'en apporter la mesure physique.

Faut-il par conséquent recourir à nouveau aux modèles mathématiques pour sortir de l'impasse ? Certains disciples de ce raisonnement, à l'image de P. Krugman<sup>2</sup>, s'évertuent à le faire croire. La question ne peut cependant se réduire à une simple "géométrie" du développement. En revanche, s'il est un point sur lequel il nous semble opportun de travailler, c'est celui des relations statistiques entre variables descriptives dont il était encore question il n'y a pas si longtemps dans la théorie de la base exportatrice par exemple. Mieux comprendre

---

<sup>1</sup> Voir notamment Aydalot P., *Economie Régionale et Urbaine*, Economica, Paris, 1985.

<sup>2</sup> Principal représentant d'une "nouvelle théorie des échanges" (voir notamment *Geography and Trade*, 1991), Paul Krugman cherche à démontrer que les échanges internationaux ne peuvent être compris qu'à partir des processus de développement régionaux des pays. Pour cela, il a recours systématiquement à la modélisation mathématique pour expliquer les phénomènes d'agglomération et de localisation industrielle. Une démarche qui n'a pas manqué de susciter d'importantes critiques auprès des économistes et géographes (citons entre autres, Johnston et Hoare, 1992). Selon eux, ses analyses reposent sur un formalisme simplifié qui réduit à sa plus simple expression les bases empiriques.

les effets d'une variation d'une donnée sur d'autres indicateurs nous semblent être une démarche plus prompte à éclairer les questions liées à la nature des mécanismes de développement.

Cette démarche est précisément celle que nous allons emprunter dans cette étude dédiée à la région dunkerquoise. Après avoir dressé une dernière estimation du produit intérieur brut local, notre objectif sera de voir comment a évolué le niveau de la valeur ajoutée au cours de ces quinze dernières années et d'en apprécier la composition sectorielle pour en extraire des éléments de réponses. Bien sûr, l'examen de la valeur ajoutée ne peut à elle seule suffire à expliquer le dynamisme ou l'atonie d'une région. D'autres éléments doivent lui être corrélés. Cet indicateur offre cependant un premier état du niveau de valeur généré par le tissu productif local et d'en distiller les principales composantes.

A partir de cette étape, nous nous intéresserons dans un second temps à l'une des variables les plus importantes de la redistribution : le salaire. Profondément ancré dans les régions de tradition industrielle, et à plus forte raison dans le Dunkerquois, le salariat constitue un maillon important de la structure économique locale. Il est un élément majeur non seulement du point de vue de la répartition mais aussi au niveau social. La rémunération n'est pas uniquement en effet un transfert de ressources d'un agent à un autre ; elle crée un rapport social entre les individus d'une société. Les mécanismes d'entraînement qui sont censés émerger de ce transfert seront ainsi conditionnés par le niveau de salaire mais également par le statut de son bénéficiaire.

La valeur ajoutée et le salaire seront par conséquent les deux sujets sur lesquels nous apporterons notre attention. Loin de constituer une analyse définitive, cette étude est un travail préliminaire qui servira de base pour tout approfondissement ultérieur. Pour évaluer l'impact de la redistribution sur la consommation locale, il faut en effet tenir compte d'autres éléments de répartition, tels les impôts et les revenus de transfert par exemple. Sans oublier la part allant aux investissements ou à l'épargne. Bref, des variables qui pourront être explorées à la suite de cette première ébauche.

## **I) La valeur ajoutée produite par la région dunkerquoise en 1996 : estimation et analyse.**

### **a) Mode de calcul et évaluation :**

Pour obtenir le montant de la valeur ajoutée de la circonscription de Dunkerque en 1996, deux types de méthode peuvent être sollicités :

- la première s'appuie sur le rapport entre le PIB régional et la part de l'emploi total de la circonscription dans la région ;
- la seconde repose sur les coefficients régionaux de valeur ajoutée sectorielle par emploi ramenés à l'emploi total local par secteur d'activité.

#### **1<sup>ère</sup> méthode : la référence au PIB régional.**

A partir du PIB de la région Nord/Pas-de-Calais qui a été estimé par l'INSEE en 1996 et le niveau de la population active occupée locale et régionale, on peut déduire le niveau du PIB de la région dunkerquoise.

En 1996, l'emploi total était évalué à :

- Bassin d'emploi de Dunkerque (zone 12 INSEE) : 92 474
- Région Nord/Pas-de-Calais : 1 291 871
- Part du bassin d'emploi de Dunkerque/Région NPDC : 7,16%

On peut alors obtenir le montant de la valeur ajoutée locale :

- PIB du Nord/Pas-de-Calais en 1996 : 443 618 MF
- PIB du bassin d'emploi de Dunkerque : **31 763 MF** (7,16% du PIB régional)

#### **2<sup>ème</sup> méthode : la référence aux coefficients régionaux de VA/emploi**

Cette méthode pourrait s'appuyer sur les coefficients nationaux de valeur ajoutée par emploi. Seulement, elle tend à réduire considérablement les caractéristiques productives inhérentes à chaque région. Il est plus judicieux de se référer aux coefficients régionaux : la tradition industrielle du Nord/Pas-de-Calais sera plus représentative et s'adaptera mieux aux résultats obtenus sur le Dunkerquois.

Les valeurs ajoutées par emploi dans le Nord/Pas-de-Calais sont par branche d'activités :

- Agriculture : 161 532 F
- Industrie : 404 426 F
- Bâtiment Génie Civil et Agricole : 254 085 F
- Tertiaire marchand : 437 130 F
- Tertiaire non marchand : 220 832 F

Les 92474 emplois de la circonscription de Dunkerque se répartissent en 1996 comme suit :

- Agriculture : 2382
- Industrie : 22070
- Bâtiment Génie Civil et Agricole : 6154
- Tertiaire marchand : 35016
- Tertiaire non marchand : 26852

La valeur ajoutée dégagée sur le Dunkerquois s'élève ainsi à **32 110 MF**.

Les deux méthodes employées conduisent par conséquent à estimer le PIB de la circonscription de Dunkerque à environ **32 milliards de francs** en 1996.

### **b) Décomposition sectorielle de la valeur ajoutée**

Sur la base des valeurs ajoutées par emploi obtenues pour chaque secteur d'activité du Nord/Pas-de-Calais, on peut établir la répartition de la valeur ajoutée de la circonscription de Dunkerque :

**Tableau 1**  
**Répartition de la valeur ajoutée du bassin d'emploi dunkerquois en 1996**

Secteurs d'activité	Effectif	VA/Employ (moyenne régionale) en KF	Valeur de la production	
			En MF	En %
<b>Agriculture, pêche</b>	2382	161	384,7	1,2
<b>Industrie</b>	22070	404	8925,6	27,9
<b>Bâtiment, génie civil</b>	6154	254	1513,6	4,7
<b>Total secteur secondaire</b>	28224	369	10439,2	32,6
<b>Tertiaire marchand</b>	35016	437	15306,5	47,7
<b>Tertiaire non marchand</b>	26852	221	5929,8	18,5
<b>Total secteur tertiaire</b>	61868	343	21236,3	66,2
<b>TOTAL GENERAL</b>	92474	346	32060,2	100

Source : INSEE, calculs et traitements : OERD

Ce tableau indique que le secteur tertiaire génère 2/3 de la valeur ajoutée locale contre 1/3 pour le secteur secondaire. A noter que les plus fortes valeurs ajoutées par emploi se trouvent respectivement dans le tertiaire marchand (437 000 F) et l'industrie (404 000 F). L'autre point intéressant de ce tableau se situe au niveau du tertiaire non marchand majoritairement constitué par les emplois publics : celui-ci occupe 29% des effectifs de l'emploi total mais ne représente que 18,5% du PIB dunkerquois. A titre comparatif, l'industrie, avec ses 22070 emplois ( soit 82% des effectifs du secteur tertiaire non marchand) produit près de 10 points supplémentaires de valeur ajoutée. Et l'examen de ces disparités sectorielles peut encore être affiné si l'on étudie la ventilation de la valeur ajoutée dunkerquoise entre les différentes branches de l'industrie. Pour cela, nous sommes obligés -faute de statistiques régionales- de recourir aux coefficients nationaux. Ceux-ci nous permettent ainsi d'obtenir le tableau suivant:



**Tableau 2**  
**Répartition de la valeur ajoutée industrielle de la circonscription de Dunkerque en 1996**

Branche d'activité	Effectif salarié	VA/Emploi (moyenne nationale) en KF	Valeur de la production	
			En MF	En %
Industrie agro-alimentaire	2291	332	760	8,3
Industrie des biens de consommation	1253	325	533	5,8
-Habillement, cuir	149	207	30	0,3
-Edition, imprimerie, reproduction	240	347	83	0,9
-Pharmacie, parfumerie	579	599	346	3,8
-Equipement du foyer	285	262	74	0,8
Industrie automobile	419	345	144	1,5
Industrie des biens d'équipement	3191	333	1032	11,3
-Construction navale et ferroviaire	265	258	68	0,7
-Equipement mécanique	2416	307	741	8,1
-Equipement électrique et électronique	510	439	223	2,5
Industrie des biens intermédiaires	11589	355	4077	44,6
-Industrie des produits minéraux	347	350	121	1,3
-Industrie textile	674	272	183	2
-Industrie du bois et du papier	381	299	113	1,2
-Chimie, caoutchouc, plastiques	1309	430	562	6,2
-Métallurgie, transformation métaux	8852	350	3098	33,9
Energie	2841	909	2581	28,3
-Production combustible et carburant	668	902	602	6,6
-Eau, gaz, électricité	2173	911	1979	21,7
<b>TOTAL</b>	<b>21584</b>	<b>374</b>	<b>9127</b>	<b>100</b>

Source : INSEE, calculs et traitements : OERD

Avant d'entamer l'analyse de ce tableau, il faut mentionner l'écart constaté au niveau des effectifs. Les statistiques recueillies sont celles tenant aux effectifs salariés. Compte tenu qu'ils représentent 98% de la population active occupée du secteur industriel, la non-intégration des effectifs non-salariés n'affectent quasiment pas les résultats des différents calculs. Cette précision étant faite, que pouvons-nous tirer comme conclusion de ces chiffres ?

Le premier élément qui ressort de ce tableau est d'abord que le tiers de la valeur ajoutée industrielle provient du seul secteur de la métallurgie. En y ajoutant le secteur énergétique, on constate que plus de la moitié de cette valeur ajoutée industrielle (52.2%) incombe à ces deux secteurs. Or, il s'avère que la valeur ajoutée par emploi dans le domaine énergétique est pratiquement trois fois supérieure à celle de la métallurgie !

Parmi les valeurs ajoutées par emploi les plus élevées, il faut également relever le secteur de la pharmacie où l'agglomération dunkerquoise a fortement accru ses effectifs (de 33 en 1989 à 579 en 1996). La chimie génère également par emploi une valeur ajoutée relativement élevée : elle représente en 1996, 6,2% de la richesse tirée de l'industrie. Quant à l'industrie agro-alimentaire, avec une moyenne par emploi relativement faible, celle-ci occupe 8,3% de la valeur ajoutée industrielle totale. Même constat pour les biens d'équipement mécanique qui produisent 8,1% de cette valeur ajoutée.

En fait, deux constats s'imposent à l'examen de ce tableau :

- le premier est que la moitié de la valeur ajoutée industrielle repose sur 3 secteurs dont le coefficient par emploi est plutôt faible : l'industrie agro-alimentaire, les biens d'équipement mécanique et la métallurgie;
- le second est que 40,8% de la valeur ajoutée industrielle provient de 4 secteurs dont la moyenne par emploi est relativement élevée : le secteur énergétique, la pharmacie, la chimie et les équipements électriques et électroniques.

## II) Evolution de la valeur ajoutée locale de 1982 à 1998.

### a) Analyse quantitative au niveau local, régional et national

Sur la base des statistiques fournies par l'INSEE, il nous est possible de retracer, par estimation, l'évolution du PIB de l'agglomération dunkerquoise. La méthode employée fait référence au PIB régional ; ce qui nous permet d'établir simultanément l'évolution locale, régionale et nationale. Nous obtenons ainsi la tendance suivante :

**Tableau 3**  
**Evolution du PIB national, régional et local de 1982 à 1998 (en Milliards de F courants)**

Zone/Année	1982	1989	1992	1994	1996	1998	Taux de croissance annuel moyen en volume		
							89/82	96/89	98/96*
<b>France</b>	3445,2	5853,7	6678	6981,7	7330,7	7823,8	2,5	1,4	1,7
<b>Nord/Pas-de-Calais</b>	221,1	346,1	387,3	400,3	443,618	479,4	1,6	1,2	1,9
<b>Dunkerque</b>	16,4	23,8	28,1	29,1	31,7	33,9	0,4	2,1	1,6

\*Estimation fondée sur les sources statistiques de l'INSEE

Source : INSEE, calculs et traitements : OERD

La période 1982/1998 a été marquée par une croissance significative du PIB, tant sur le plan national que régional et local. Sa progression s'est toutefois traduite en volume par des évolutions contrastées selon l'échelle géographique et temporelle. Si, en effet, le niveau du PIB a plus que doublé pour l'hexagone entre 1982 et 1996, le Nord/Pas-de-Calais fait partie de ces régions -avec la Champagne-Ardenne, la Lorraine, l'Auvergne et le Limousin- dont le rythme de croissance s'est nettement situé en dessous de la moyenne nationale durant cette période ( de -0,9 point entre 1982 et 1989 à -0,4 point entre 1989 et 1996). Ce n'est d'ailleurs que depuis 1996 que le taux de croissance régionale connaît une nouvelle dynamique.

La tendance est en revanche inversée pour le bassin d'emploi dunkerquois. Dans le cadre du programme de reconversion (plan Neptune), les exemptions fiscales accordées pour les zones d'entreprises et les aides financières provenant des instances nationales et européennes ont effectivement joué un rôle, non seulement d'amortisseur de la crise mais aussi de soutien à l'activité locale. La valeur ajoutée dégagée localement a ainsi pu croître plus rapidement que celle de la région et du pays ( +2,1% entre 1989 et 1996). Le ralentissement de la croissance du PIB local depuis 1996 soulève cependant certaines questions propres au dispositif. Celui-ci s'appuyait en effet sur des mesures d'attractivité conjoncturelle qui étaient d'abord destinées à sauvegarder l'emploi. Et sur ce plan, force est de constater que l'essentiel a pu être préservé, voire dynamisé si l'on se réfère au niveau de valeur ajoutée. Seulement, il est aujourd'hui

largement admis que la croissance d'un tissu économique local ne peut être soutenue indépendamment d'orientations structurelles et relayées par des actions allant dans le sens d'une consolidation des éléments assurant la cohésion de cette structure.

Cette problématique semble désormais se poser pour le Dunkerquois, notamment lorsqu'on examine les données démographiques locales. La baisse de la part de la population active dunkerquoise au sein du Nord/Pas-de-Calais est de ce point de vue préoccupante. Certes, elle est relativement faible si l'on s'en tient aux dernières statistiques (-0,05% entre 1996 et 1998) mais elle s'inscrit dans un mouvement qui a débuté en 1994 et qui indique que la circonscription locale a des difficultés à générer de nouveaux emplois. En effet, on constate qu'à l'époque des mesures de reconversion, la population active occupée avait enregistré une nette augmentation. Pour la seule période allant de 1989 à 1992 (fin du statut de pôle de conversion) le taux de croissance annuel moyen était de 1,3%. Depuis, il s'est fortement ralenti puisqu'il n'est que de 0,22% entre 1992 et 1998. La comparaison des données propres à l'unité urbaine de Dunkerque qui constitue le noyau dur de la population locale montre par ailleurs qu'entre 1990 et 1999, la part des actifs de 20 à 39 ans ayant un emploi dans cette zone géographique est tombée de 74,7% à 65,7%.

L'examen du taux de variation de la population totale du dunkerquois révèle quant à lui que la part imputable au solde migratoire demeure encore très importante. A l'exception du canton de Dunkerque-Est qui enregistre un solde migratoire positif (+323), tous les autres cantons constitutifs de la circonscription font état de soldes négatifs pour la période allant de 1990 à 1999. L'excédent naturel de population ne parvient manifestement pas à endiguer les flux migratoires négatifs qui restent conséquents en dépit des mesures économiques prises dans les années 1980. Entre 1990 et 1999, le solde de ces migrations s'est en effet traduit sur le Dunkerquois par une perte de 12570 personnes selon le recensement de l'INSEE !

De telles tendances doivent dans ces conditions tempérer l'optimisme manifesté par la baisse du taux de chômage. Car, compte tenu de l'affaiblissement de la classe des 20-39 ans dans la population active dunkerquoise depuis une dizaine d'année, il est probable qu'une partie de cette baisse soit liée à l'exode des jeunes diplômés de l'agglomération. Mais dans quelles proportions ? Seuls les résultats définitifs du recensement de 1999 pourront nous éclairer à ce sujet. Ces quelques témoins statistiques indiquent néanmoins que la circonscription est encore loin du rayonnement économique nécessaire pour drainer et fixer de nouveaux facteurs de production que sont non seulement le capital mais aussi le travail.

#### **b) Evolution de la valeur ajoutée par secteur d'activités**

La croissance continue du PIB de l'agglomération dunkerquoise entre 1982 et 1998 est une donnée qui ne doit pas occulter les bouleversements que la structure productive locale a subis au cours de ces quinze dernières années. Les mesures mises en place pour faciliter la reconversion (pôle de conversion, zones d'entreprises), l'afflux d'investissements étrangers directs, la mauvaise conjoncture internationale de 1993, etc. représentent en effet autant de facteurs qui ont modifié les composantes du tissu économique local. C'est pourquoi nous allons désormais nous intéresser à l'évolution sectorielle que la valeur ajoutée locale a connue ces dernières années. Les statistiques que nous avons recueillies recouvrent la période 1989/1996. Cet intervalle de temps est certes assez court, mais permet toutefois de saisir les tendances qui se sont opérées à cette période charnière pour l'agglomération dunkerquoise.

**Tableau 4**  
**Evolution sectorielle de la valeur ajoutée locale et régionale**  
**de 1989 à 1996 (Milliards de F)**

Branches	VA Nord/Pas-de-Calais				VA Dunkerque				% du PIB régional			
	1989	1992	1994	1996	1989	1992	1994	1996	1989	1992	1994	1996
Agriculture	7,96	6,19	5,6	6,1	0,49	0,38	0,35	0,38	6,15	6,14	6,25	6,23
Industrie	100,37	101,47	105,28	114,6	6,97	7,84	8,23	8,92	6,94	7,72	7,81	7,78
Construction	17,65	22,07	18,41	19,03	1,23	1,74	1,51	1,51	6,97	7,88	8,2	7,93
Tertiaire marchand	160,24	183,19	192,54	213,9	11,1	13,43	13,9	15,3	6,92	7,33	7,22	7,15
Tertiaire non marchand	59,87	74,36	78,46	89,7	4,05	5,05	5,34	5,93	6,76	6,79	6,8	6,61
TOTAL	346,09	387,28	400,29	443,33	23,84	28,44	29,33	32,04	6,88	7,34	7,32	7,22

Source : INSEE, calculs et traitements : OERD

L'analyse de la valeur ajoutée au niveau sectoriel nous indique différentes tendances. Il faut d'abord remarquer que la croissance du PIB dunkerquois a essentiellement été tirée par l'évolution positive du tertiaire marchand (+37,8% entre 1989 et 1996) mais surtout non-marchand (+46,4% pour la même période). Dans un contexte marqué par le recul de la valeur ajoutée provenant de l'agriculture et la relative stagnation du secteur de la construction, il faut également noter que l'industrie dunkerquoise voit malgré tout son niveau de richesses progresser plus rapidement que l'ensemble de l'industrie régionale (+28% contre +14,1%).

Cette évolution doit toutefois être nuancée lorsqu'on examine son poids dans le PIB industriel régional. Si celui-ci a crû jusqu'en 1992, force est de constater qu'il a ensuite brutalement ralenti puis régressé en 1996. Ce phénomène se retrouve du reste pour l'ensemble des branches citées même si leur degré d'amplitude diffère. La baisse la plus sensible se situe notamment au niveau du tertiaire marchand dont le poids a régulièrement diminué à partir de 1992 ; ce qui signifierait qu'en dépit de ses bons résultats depuis le début des années 1990, la région dunkerquoise ne parvient pas à faire mieux que l'ensemble des autres régions du Nord/Pas-de-Calais.

### **III) Valeur ajoutée et redistribution : le poids des salaires dans le Dunkerquois en 1997.**

Si la création de richesse est pour l'entreprise un objectif permanent, sa répartition fait également l'objet d'arbitrages particuliers. Des décisions qui seront prises dans l'affectation de la valeur ajoutée découleront les mécanismes qui régulent le circuit économique. Au niveau local, le salaire constitue de ce point de vue le premier élément important du processus de redistribution des richesses produites. Il conditionne selon l'analyse keynésienne le niveau de la demande effective qui contribue à l'élévation du niveau des investissements et de la production des entreprises. Le pouvoir d'achat des consommateurs, distribué par les salaires, représente par conséquent un élément important dans la dynamique d'un tissu économique local.

Fortement salariée (92% de l'emploi total en 1996), la région dunkerquoise connaît depuis une quinzaine d'années une certaine difficulté à relancer son économie. Faut-il en déduire que le niveau de rémunération consenti sur le bassin est à la source du problème ? C'est précisément ce que nous allons examiner dans cette partie en observant de quelle façon se répartissent les salaires sur le Dunkerquois. Leur étude sur un plan sectoriel et socio-professionnel nous

apportera des éléments de réponse qui pourront servir de points de comparaison avec d'autres circonscriptions du Nord/Pas-de-Calais.

### **a) Données générales**

Les statistiques recueillies pour cette analyse proviennent de la dernière publication relative à la déclaration annuelle de données sociales ; laquelle remonte à l'année 1997. Aussi, pour obtenir une vue homogène, quoique partielle, de la répartition de la valeur ajoutée, nous allons évaluer le niveau du PIB de la région dunkerquoise pour l'année 1997.

En 1997, l'emploi total était évalué à :

-Bassin d'emploi de Dunkerque : 93 400

-Région Nord/Pas-de-Calais : 1 303 812

-Part du bassin d'emploi de Dunkerque/Région NPDC : 7,16%

On peut alors obtenir le montant de la valeur ajoutée locale :

-PIB du Nord/Pas-de-Calais en 1997 : 457 730 MF

-PIB du bassin d'emploi de Dunkerque : 32 773 MF (7,16% du PIB régional)

Rapporté au poids de la population active occupée de la circonscription de Dunkerque, le PIB local peut donc être apprécié à hauteur de 32, 773 Milliards de francs, soit environ **33 Milliards de francs pour l'année 1997.**

Sur ce montant de valeur ajoutée, les statistiques de l'INSEE nous montrent qu'au cours de l'année 1997 la masse nette consacrée aux salaires a été de 5, 847 Milliards de francs (hors collectivités locales) soit 18% du PIB local. Quatrième masse salariale de la région Nord/Pas-de-Calais (derrière Valenciennes, Roubaix-Tourcoing et Lille), le bassin du Dunkerquois disposait à cette date d'un salaire moyen mensuel de 9870 francs par mois, soit 3,9% de plus que le salaire moyen régional. A noter toutefois que 80,6% de cette masse salariale dunkerquoise est attribuée aux hommes. De même qu'il faut souligner que la seule population masculine de 40-50 ans représente près d'un tiers (31,4%) de cette masse salariale globale contre 17% pour l'ensemble des 20-30 ans. Autrement dit, à effectifs de 13,7% inférieurs à l'ensemble des 20-30 ans, les hommes de 40-50 ans drainent deux fois plus de masse salariale.

Cette caractéristique doit également être accompagné d'un autre constat : celui du vieillissement relatif du salariat dunkerquois. En effet, en 1997, 42,1% des salariés (contre 38,2% pour la moyenne régionale) ont un âge compris entre 41 et 55ans. Compte tenu du nombre d'actifs de la tranche 51-60ans qui avait été recensé en 1997 (plus de 6100 hors collectivités locales), on peut d'ores et déjà avancer le fait que près de 5000 actifs partiront en retraite entre 2000 et 2005. Et cette fourchette basse ne prend pas en compte les agents de l'Etat dont on sait qu'une proportion importante deviendra "inactive" entre 2000 et 2010. C'est dire le risque de choc démographique que le Dunkerquois aura à gérer en terme d'effectifs si la structure productive locale n'évolue pas dans les cinq ans à venir. A moins que d'autres mesures nationales viennent rallonger la durée de cotisations sociales ou l'âge légal de la retraite...

## b) Ventilation par secteur d'activités et catégories socio-professionnelles

Marqué par sa structure d'industries lourdes, l'agglomération dunkerquoise se distingue nécessairement par des spécificités productives et sociales en termes de rémunération.

### 1) Répartition sectorielle des salaires

Sur les 5847 Millions de francs de masse salariale du Dunkerquois recensée en 1997, pratiquement la moitié (47,1%) sont issus de l'industrie qui possède le salaire net moyen le plus élevé (129 457 F), devant les services (115 042 F), la construction (104 093 F) et le commerce (99 356 F). Une analyse plus fine des différentes branches permet d'obtenir le tableau suivant :

**Tableau 5**  
**Ventilation de la masse salariale dunkerquoise par branches d'activités en 1997**

Activité économique	Masse salariale (en KF)	% de la Valeur Ajoutée (Approximation)
Agriculture, sylviculture, pêche	####	####
Industries agro-alimentaires	192 925	24
Industries de biens de consommation	93 935	17
Industrie automobile	47 444	32
Industrie des biens d'équipement	338 905	31
Industrie des biens intermédiaires	1647 381	39
Energie	434 001	16
Construction	463 630	36
Commerce	560 765	28
Transports	621 042	36
Activités financières	134 044	20
Activités immobilières	57 706	2
Services aux entreprises	412 182	13
Services aux particuliers	128 117	12
Education, santé, action sociale	586 694	6
Administration	128 684	5
<b>TOTAL</b>	<b>5847 455</b>	<b>18</b>

#### données couvertes par le secret statistique

Source : INSEE, calculs et traitements : OERD

Ce tableau permet de dresser plusieurs constats parmi lesquels le fait que l'industrie des biens intermédiaires concentre 39 % de la masse globale des salaires dont les 4/5<sup>ème</sup> sont le fait de la métallurgie soit quelques 1300 Millions de francs. Cette branche des biens intermédiaires est par ailleurs celle qui redistribue la plus grande part de sa valeur ajoutée sous forme de salaires (39%). A contrario, le secteur énergétique est celui qui opère la plus faible redistribution en termes de salaires dans la production de valeur ajoutée industrielle (16%).

Cela ne signifie pas pour autant que les rémunérations dans ce secteur soient les plus faibles. Bien au contraire. De toutes les activités du Dunkerquois, l'énergie est celle où le salaire net moyen annuel est le plus élevé (187 798 francs) devant les secteurs de la chimie (148 000 francs), des activités financières (141 000 francs) et de la pharmacie (138 000 francs). On observe ainsi une corrélation directe entre le niveau de valeur ajoutée par emploi créé et la rémunération qui lui est consacrée. L'énergie, la chimie et la pharmacie sont en effet les secteurs ayant la valeur ajoutée la plus élevée par emploi.

D'une manière générale, on remarque que le secteur secondaire consacre une part plus importante de sa valeur ajoutée aux salaires que le secteur tertiaire, même si certaines branches comme les transports et les activités financières offrent des niveaux de rémunération relativement élevés (respectivement 137 et 141 000 francs) par rapport à la moyenne (118 000 francs). Le rapport de redistribution est d'une manière synthétique de un pour deux en faveur du secondaire. Cette tendance est pour la moins surprenante quant à l'évolution qui se dessine sur l'agglomération depuis le début des années 1990. En effet, si la valeur ajoutée industrielle a augmenté de 28% entre 1989 et 1996, le tertiaire marchand a, pour sa part, crû de 38% au cours de la même période. Le tertiaire marchand et non marchand représente en outre les deux tiers du PIB local.

Or, comme nous venons de le constater, ce secteur est faiblement redistributeur comparé à l'industrie. Il y a là manifestement le signe d'un manque de qualification élevée dans certains domaines liés notamment aux services. De fait, l'industrie continue d'être la locomotive de l'économie dunkerquoise : elle génère 9 milliards de francs de PIB locale mais en reverse 30,5% sous forme de salaires. A l'opposé, le tertiaire en produit pour 21 milliards de francs mais n'en attribue que 13,5% pour la rémunération des salariés. L'industrie continue donc bien de jouer un rôle essentiel dans la régulation du circuit économique local même s'il ne représente que le quart de l'emploi total salarié de la circonscription.

## 2) Répartition des salaires par catégories socio-professionnelles

Le modèle d'industrialisation qui a été développé sur la région dunkerquoise dans les années 1960 a largement contribué à la massification de l'emploi ouvrier. Celui-ci a connu entre 1962 (date de la mise en service d'Usinor) et le début des années 1980 (difficultés croissantes de la sidérurgie et des chantiers navals liées à la concurrence internationale) une croissance de près de 30% de ses effectifs. Les ouvriers représentaient alors la moitié de la population active du bassin d'emploi dunkerquois avant l'effondrement de ces deux piliers de l'économie locale.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Leur représentativité s'est-elle érodée ? Drainent-ils encore l'essentiel des salaires distribués ? La déclaration des données sociales de 1997 révèle en fait que le Dunkerquois reste encore une zone largement marquée par sa composante ouvrière. Selon la base de calcul de l'INSEE, les ouvriers représentent 45% de la structure socio-professionnelle locale, soit 2,2 points de plus que la moyenne régionale. Les employés ne représentent en revanche que 18% des postes (22,6 % au niveau régional). Et la même faiblesse est constatée chez les cadres dont la présence est moins marquée (6,5% des postes) qu'à l'échelle du Nord/Pas-de-Calais (8%).

Une évidence s'impose donc : l'ossature ouvrière de la structure sociale locale demeure une spécificité forte de l'agglomération qui ne s'est guère estompée avec le temps et les aléas de la conjoncture. Elle forme toujours le substrat des qualifications du tissu socio-économique dunkerquois. La répartition salariale s'en trouve du coup affectée, comme l'indique le tableau ci-dessous.

**Tableau 6**  
**Répartition des salaires par CSP en 1997 dans la circonscription dunkerquoise**

Catégorie Socio-Professionnelle	Salaire net moyen annuel par poste à temps complet	Masse salariale nette (en KF)
Chefs d'entreprise	211 659	152 917
Cadres et professions intellectuelles supérieures	235 685	756 295
Professions intermédiaires	141 372	1 846 033
Employés	92 410	826 475
Ouvriers	99 341	2 211 002
Apprentis et stagiaires	46 979	54 930
<b>Ensemble</b>	<b>118 472</b>	<b>5 847 652</b>

Source : INSEE

La catégorie des ouvriers concentre 37,8% de la masse salariale totale, devant les professions intermédiaires (31,5%) et les employés (14,1%). Cette polarisation socio-professionnelle du salariat en direction des ouvriers est très marquée sur le Dunkerquois, comparée à l'échelle nationale où le rapport est de 26,7% et même comparée à la région où le taux est de 34,7%. La rémunération du travail salarié reste ainsi largement l'apanage de couches sociales faiblement qualifiées ; ce qui n'exclut pas le fait que les ouvriers locaux bénéficie d'un traitement supérieur à la moyenne nationale des ouvriers de 5,4% et de 7,5% supérieur à la moyenne régionale. Les professions intermédiaires se situent dans le même cas avec des salaires supérieurs de 5,4% à la moyenne du Nord/Pas-de-Calais et de 1,5% supérieur à la moyenne française.

A l'aune des théories régulationnistes, on peut ainsi constater que le rapport salarial dunkerquois conserve encore certaines caractéristiques du mode de régulation dit fordiste, même si celui-ci a été démuné de plusieurs de ces attributs. Il est vrai que dans un contexte économique peu favorable, le maintien d'un niveau de salaire supérieur à la moyenne pour un secteur et une CSP particulièrement représentative localement permet :

- d'une part, de conserver un degré de consommation minimum pour l'écoulement des produits locaux;
- d'autre part, de contenir les pressions syndicales susceptibles d'ébranler tout ou partie du système économique local.

Cette particularité n'est d'ailleurs pas propre uniquement au Dunkerquois ; on la retrouve dans d'autres bassins d'emplois de tradition industrielle comme ceux du Douaisis (industrie automobile) ou de l'Audomarois (industrie du verre) où les salaires des ouvriers sont également en moyenne 5% supérieurs à la moyenne nationale et 7% à la moyenne régionale. Cette caractéristique ne peut donc être rangée dans la catégorie des épiphénomènes : elle se présente bien comme une tendance propre aux zones marquée par leur composante socio-professionnelle et industrielle.

### **c) Eléments de comparaison infra-régionales**

Compte tenu des observations que nous venons de formuler à l'égard de la répartition des salaires, il est nécessaire d'apporter quelques points de comparaison pour mieux situer la position de l'agglomération dunkerquoise au sein du Nord/Pas-de-Calais. Pour ce faire, nous allons dresser un tableau faisant état des principales caractéristiques salariales de chaque bassin d'emplois du Nord/Pas-de-Calais.



**Tableau 7**  
**Caractéristiques salariales des bassins d'emplois du Nord/Pas-de-Calais**

Bassins d'emplois	Masse salariale totale (en KF)	Salaire net annuel moyen par poste à temps complet	Poids salarial de la principale activité (%)	Poids salarial de la principale CSP (%)
Roubaix-Tourcoing	10 413 829	115 018	24,2 (commerce)	32,1 (ouvriers)
Lille	24 664 554	122 896	22,4 (services aux ent.)	29,6 (prof. Inter.)
Dunkerque	5 847 652	118 472	28,2 (ind. des biens inter.)	37,8 (ouvriers)
Flandre-Lys	1 967 834	103 205	20,6 (ind. des biens inter.)	48,6 (ouvriers)
Douaisis	4 194 330	114 501	18,7 (ind. automobile)	44,8 (ouvriers)
Valenciennes	6 430 930	109 340	17,7 (ind. des biens inter.)	39,8 (ouvriers)
Cambrésis	2 761 334	103 289	22,6 (ind. des biens inter.)	42,8 (ouvriers)
Sambre-Avesnois	3 555 007	106 873	23,3 (ind. des biens inter.)	43,4 (ouvriers)
<b>Dépt Nord</b>	<b>59 688 712</b>	<b>116 158</b>	<b>15,3 (commerce)</b>	<b>32,2 (ouvriers)</b>
Artois-Ternois	5 278 842	110 113	16,3 (services aux ent.)	34,1 (ouvriers)
Lens-Hénin	5 735 439	108 738	15 (édu., santé, action soc.)	37,1 (ouvriers)
Béthune-Bruay	4 882 382	109 493	24,8 (ind. des biens inter.)	48,5 (ouvriers)
Saint-Omer	2 792 204	110 770	48,7 (ind. des biens inter.)	51,5 (ouvriers)
Calaisis	3 037 268	113 429	18,5 (ind. des biens inter.)	38,5 (ouvriers)
Boulonnais	2 909 796	108 287	19,1 (commerce)	38,7 (ouvriers)
Berck-Montreuil	1 699 030	102 840	33,1 (édu., santé, action soc.)	33,1 (ouvriers)
<b>Dépt Pas-de-Calais</b>	<b>26 438 945</b>	<b>109 302</b>	<b>19,5 (ind. des biens inter.)</b>	<b>40,3 (ouvriers)</b>
<b>Région NPDC</b>	<b>86 127 657</b>	<b>113 964</b>	<b>15,7 (ind. des biens inter.)</b>	<b>34,7 (ouvriers)</b>

Source : INSEE, calculs et traitements : OERD

Ces différentes statistiques nous permettent de constater que le Dunkerquois dispose de la 4ème masse salariale du Nord/Pas-de-Calais et du second salaire net moyen le plus élevé, derrière l'agglomération lilloise. Cette manne financière reste cependant fortement polarisée autour des industries de biens intermédiaires. Avec 28,2 % de la masse salariale totale du bassin orienté vers cette branche, le Dunkerquois est la première circonscription du Nord à concentrer autant de salaires sur une branche. A l'échelle de la région, le bassin local est dépassé par Berck-Montreuil (33,1% des salaires sont tirés de la branche Education, santé, action sociale) et Saint-Omer (48,7% des salaires proviennent de l'industrie des biens intermédiaires).

Il est évident que cette forte concentration des rémunérations est un signe de fragilité importante sur le plan économique ; d'autant plus que dans le cas de Dunkerque ou de Saint-Omer, l'essentiel de cette masse salariale se concentre sur une activité (respectivement la métallurgie et le verre). Dans la majorité des circonscriptions, l'activité principale fournit moins du quart des salaires, voire moins du cinquième. En outre, l'activité se situe parfois dans le tertiaire marchand (commerce, services aux entreprises) ou non marchand (éducation, santé, action sociale). Une telle dépendance est par conséquent dangereuse pour la régulation du processus de redistribution car un renversement de conjoncture est toujours possible, notamment dans l'industrie sidérurgique et métallurgique où les mouvements de concentration sont loin d'être achevés.

Ce premier constat doit ensuite être prolongée par le poids des catégories socio-professionnelles dans la répartition de cette masse salariale. Sur ce point, on remarque que si le Nord/Pas-de-Calais est une région marquée par le salariat ouvrier, sa partition géographique révèle toutefois certaines différences. Il faut d'abord noter que plus l'activité tend à se tertiariser, plus la proportion d'ouvriers tend à se réduire ; ce qui est normal étant donné que

l'ouvrier est surtout associé au monde industriel. Globalement, la part du salariat ouvrier est plus important dans le Nord que dans le Pas-de-Calais : elle est de 32,2% dans le premier département contre 40,3% dans le second. La répartition intra-départementale montre cependant une plus grande homogénéité dans le Nord que dans le Pas-de-Calais où deux circonscriptions (Saint-Omer et Béthune-Bruay) ont une redistribution salariale ouvrière supérieure à 48%.

L'agglomération dunkerquoise voit quant à elle ses salaires, certes aller prioritairement vers la catégorie des ouvriers, mais dans des proportions inférieures à d'autres circonscriptions (Douaisis, Sambre-Avesnois,...). Elle se situe à un niveau médian néanmoins supérieur à la moyenne régionale, tout comme les autres circonscriptions du littoral que sont le Calaisis et le Boulonnais. En fait, si les ouvriers représentent une part importante de la masse salariale totale de leurs bassins, force est de constater que leur poids reste plus faible sur l'ensemble du littoral qu'à l'intérieur des terres. L'écart est alors en moyenne de 5 points supérieur pour ces derniers. Faut-il par conséquent en déduire que la littoralisation de l'économie est un facteur de structuration socio-professionnelle du salariat ? C'est une idée qui peut être défendue dans la mesure où les activités maritimes canalisent un volume d'emplois tertiaires important qui réduit la représentativité de la catégorie socio-professionnelle ouvrière.

Ces quelques éléments laissent ainsi à penser que si la composante sociale du salariat est de nature à expliquer les différences de performances économiques entre zones géographiques, elle ne permet que d'en évaluer la partie la plus superficielle. Car on ne peut plus en effet parler de monde ouvrier au singulier. Celui-ci est désormais pluriel et recouvre de multiples facettes, ne serait-ce qu'au niveau des rémunérations. Un ouvrier du bâtiment ne gagnera pas nécessairement le même salaire qu'un ouvrier de l'industrie mécanique par exemple. De même, un ouvrier hautement qualifié ne sera pas considéré comme un manœuvre. L'évolution du statut ouvrier sera également différente selon l'histoire de la région. En d'autres termes, l'appréhension du poids salarial d'une région par sa composition socio-professionnelle est certes une référence permettant de situer l'orientation d'une partie de la valeur ajoutée, mais elle n'offre qu'une vue primaire des mécanismes ultérieurs qui affecteront le circuit économique local. D'autres études complémentaires seraient nécessaires pour évaluer l'influence de la CSP sur la consommation finale (postes budgétaires par type de CSP, part des revenus secondaires, montant du revenu disponible,...).

## CONCLUSION

Après les années sombres que l'agglomération dunkerquoise a passé au cours des décennies 1980 et 1990, il était intéressant d'avoir un aperçu de l'évolution du niveau de richesses produites localement. A priori, nous aurions pu nous attendre à un scénario pessimiste et nettement marqué du point de vue temporel. Or, la situation s'est révélée être moins tranchée que prévue. Si la seconde moitié des années 1980 a effectivement été une période où la croissance de la valeur ajoutée locale était très faible, l'effort financier qui a été apporté par les Pouvoirs Publics a permis au tissu économique dunkerquois d'entretenir une certaine dynamique de création de richesses. Du moins jusqu'au milieu des années 1990, car la tendance qui s'amorce depuis 1996 semble s'orienter vers un ralentissement sensible du PIB dunkerquois. Faut-il par conséquent en déduire que l'attractivité de la circonscription est dans une phase déclinante ? Les chiffres du dernier recensement semblent sur ce point corroborer l'idée d'une désaffection croissante du bassin d'emploi local.

L'examen de la composition sectorielle de cette valeur ajoutée révèle, quant à lui, les caractéristiques propres au tissu productif local. A commencer par le fait que la métallurgie occupe toujours une place importante dans le niveau du PIB dunkerquois. Il est à l'origine de 10% du montant total et du tiers de la valeur ajoutée industrielle, même s'il est vrai que l'industrie ne compte plus aujourd'hui que pour 28% du montant total ; les deux tiers étant le fait du tertiaire. De cette valeur ajoutée industrielle, il faut néanmoins remarquer que trois secteurs, en croissance sur le littoral, se distinguent par leur niveau relativement élevé de valeur ajoutée par emploi : l'énergie, la chimie et la pharmacie. De sorte qu'ils représentent désormais 38% du PIB industriel dunkerquois même s'ils n'occupent que 21% de l'effectif salarié total du bassin (contre 41% pour la métallurgie).

Mais le fait le plus intéressant qui a pu être mis en relief est celui concernant la redistribution de cette valeur ajoutée sous forme de salaires. Bien que générant deux tiers de la valeur ajoutée total du Dunkerquois, le secteur tertiaire n'en redistribue qu'  $1/7^{\text{ème}}$  pour la masse salariale. Au contraire de l'industrie qui reverse un tiers de son PIB. Il faudra par conséquent s'interroger sur l'affectation des  $6/7^{\text{ème}}$  de la valeur ajoutée tertiaire. S'orientent-ils vers de l'investissement ? Ce constat montre tout au moins clairement que l'industrie dunkerquoise demeure toujours le principal moteur de l'économie locale.

Cette étude a enfin permis d'observer que l'essentiel de la redistribution salariale s'effectuait au profit des ouvriers (38% de la masse totale) ; ce qui n'est pas une surprise en soi mais montre cependant qu'à l'échelon régional d'autres circonscriptions ont un rapport encore plus élevé. Il n'en demeure pas moins que l'ouvrier dunkerquois dispose du deuxième salaire moyen le plus élevé de la région, derrière l'agglomération lilloise ; ce qui constitue également une spécificité du bassin dunkerquois. Dans ces conditions, comment faut-il expliquer le fait que l'agglomération dunkerquoise possède encore un taux de chômage supérieur de quatre points à la moyenne nationale ? Les quelques 8 milliards de francs qui sont globalement consacrés aux salaires (ensemble de l'emploi public compris) sont-ils suffisant pour alimenter la consommation locale ? Les 25 milliards de francs de valeur ajoutée restante sont-ils massivement réinjectés dans le tissu économique dunkerquois ? Ou faut-il au contraire émettre l'hypothèse d'une fuite importante des richesses produites ? Autant de questions qui ne manqueront pas de trouver un écho favorable certes auprès de la communauté scientifique mais surtout auprès des responsables et élus dunkerquois.

## BIBLIOGRAPHIE

AGUR, *Evolution de la structure économique dans la zone d'emploi de Dunkerque entre 1989 et 1997*, Document de travail, janvier 1999

COPPIN O., "L'ouvriérisme de l'emploi dunkerquois, les impasses d'une marche forcée vers l'industrie lourde", in *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°10, L'Harmattan, Paris, 1999, pp. 131-138.

COPPIN O., *Observation et prospective économique à Dunkerque*, OERD, RUEE, Laboratoire RII/ULCO, Dunkerque, juin 2000

INSEE, *La France et ses régions*, Edition 1993, Paris, 1993

INSEE, *L'économie des régions de 1982 à 1992*, Insee Première, n°398, Paris, août 1995

INSEE, *L'emploi dans le Nord/Pas-de-Calais*, Les Dossiers de Profils, n°45, Nord/Pas-de-Calais, mai 1997

INSEE, *La France et ses régions*, Edition 1997, Paris, 1997

INSEE, *Les produits intérieurs bruts régionaux entre 1982 et 1996 : croissance et fluctuations*, Insee Première, n°616, Paris, novembre 1998

INSEE, *Tableaux économique régionaux*, Nord/Pas-de-Calais, Lille, 1998

INSEE, *Tendances régionales 1998*, Synthèses, n°22, Paris, mars 1999

INSEE, *Emplois en 1997, 12000 de plus*, Profils Nord/Pas-de-Calais, n°7, Lille, juillet 1999

INSEE, *Les salaires dans le Nord/Pas-de-Calais*, Les Dossiers de Profils, n°58, Nord/Pas-de-Calais, février 2000

INSEE, *Comptes et indicateurs économiques. Rapport sur les comptes de la nation 1999*, Insee Résultats, n° 187/188, Paris, juillet 2000

INSEE, *Tableaux de l'économie française 2000/2001*, Paris, 2000

INSEE, *Recensement 1999, Evolution démographique 1982-90-99*, Paris, 2000